

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Activités à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne, mesures améliorées – Données provisoires pour l'année de référence 2012



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^p provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.



Activités à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne, mesures améliorées – Données provisoires pour l'année de référence 2012

Résumé

Les entreprises canadiennes participent de plus en plus à l'économie mondiale; c'est pourquoi on observe une demande croissante pour des renseignements détaillés sur leurs activités internationales afin de mieux comprendre dans quelle mesure elles prennent de l'expansion à l'échelle mondiale et quels sont les avantages et les conséquences pour le Canada.

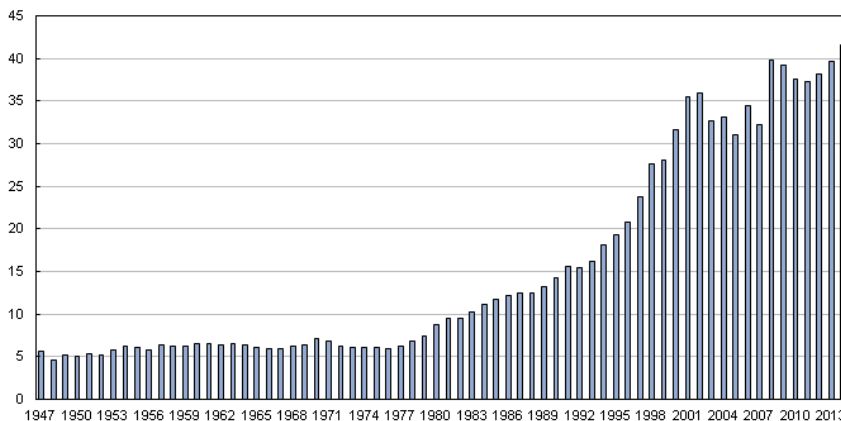
Les statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger décrivent les activités à l'étranger ainsi que la situation financière des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne (SAPMC). Elles peuvent faire la lumière sur certains de ces enjeux économiques en allant au-delà de la portée traditionnelle des statistiques sur les investissements étrangers transfrontaliers et ainsi mieux définir les activités et la situation financière des entreprises canadiennes qui mènent des activités à l'étranger. Elles sont le prolongement des statistiques sur les investissements directs étrangers et peuvent fournir des renseignements supplémentaires quant à l'effet sur les agents économiques dans les économies nationales en matière de revenus, de productivité, d'emploi, de commerce et d'exposition étrangère résultant d'une économie mondiale de plus en plus interreliée et intégrée.

Le présent document fournit un aperçu de certains travaux d'élaboration des données sur l'expansion du programme des activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) à Statistique Canada. Il examine les facteurs à considérer et la stratégie d'amélioration, et offre un premier regard sur les renseignements détaillés sous forme de données provisoires pour l'année de référence 2012.

1. Introduction

Les entreprises canadiennes participent de plus en plus à l'économie mondiale comme le montre la croissance rapide des investissements directs canadiens à l'étranger au cours des 30 dernières années (graphique 1). Au même moment, les entreprises canadiennes investissent également dans de nouveaux marchés, réduisant ainsi leur dépendance traditionnelle envers les États-Unis (graphique 2).

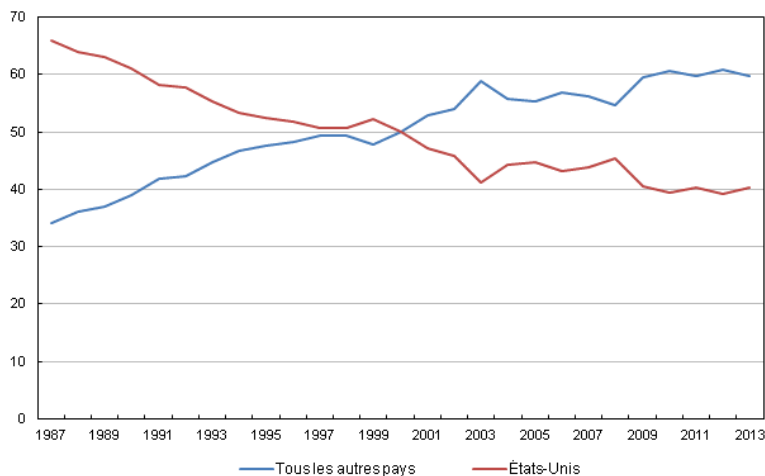
Graphique 1
Investissement direct canadien à l'étranger en pourcentage du PIB
pourcent



Source : Statistique Canada.
Données 1947 à 1986, Tableau 376-0037.
Données 1947 à 1980, Tableau 380-0501.
Données 1987 à 2014, Tableau 376-0051.
Données 1981 à 2014, Tableau 380-0064.

Graphique 2
Part des É.-U. et de tous les autres pays dans l'investissement
direct canadien à l'étranger

pourcent



Source : Statistique Canada, Tableau 376-0051

L'expansion des activités des entreprises canadiennes au-delà des frontières nationales au moyen d'investissements directs étrangers a soulevé un certain nombre d'enjeux liés aux politiques notamment en ce qui concerne la délocalisation des emplois, la compétitivité et la performance des exportations par rapport aux ventes des sociétés affiliées à l'étranger. Les statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger peuvent faire la lumière sur ces questions en allant au-delà de la portée traditionnelle des statistiques sur les investissements étrangers transfrontaliers et ainsi mieux définir les activités à l'étranger ainsi que la situation financière des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne.

Bien que le programme des investissements directs étrangers de Statistique Canada existe depuis longtemps, certaines séries de données remontant aussi loin que les années 1920, ce n'est que plus récemment que l'information sur l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) a commencé à être recueillie. En 1999, l'enquête sur l'investissement direct à l'étranger a été étendue afin de recueillir certaines données sur les opérations de ces sociétés affiliées. Depuis 2000, Statistique Canada publie chaque année des données sur l'emploi et les ventes à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne), mais les données selon l'industrie et l'emplacement géographique demeurent limitées¹.

Quinze années ont passé depuis l'introduction du programme des activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne), et il devient de plus en plus nécessaire d'offrir des données plus détaillées en réponse à la demande croissante des principaux utilisateurs. Le projet d'expansion des activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) est conçu comme une première

étape vers l'élargissement de la portée du programme en offrant des ventilations géographiques plus détaillées, de nouvelles données sectorielles ainsi que des variables analytiques supplémentaires². Ces travaux établissent également les bases de l'élaboration et de la diffusion futures d'un ensemble de données plus vaste sur les **activités des entreprises multinationales** (AEMN).

2. Concepts et cadres

La relation d'investissement direct étranger constitue le fondement des activités des sociétés affiliées à l'étranger. Un cadre conceptuel concernant

l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) fondé sur les IDF (investissement direct étranger) assure (i) la relation entre ces deux ensembles de données ainsi que (ii) la comparabilité internationale des activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne).³

2.1. Quelques faits sur les investissements directs étrangers

Le concept d'investissement direct étranger (IDF (investissement direct étranger)) est établi par la quatrième édition de la *Définition de référence de l'Organisation de coopération et de développement économiques des investissements directs internationaux* (DR4) ainsi que la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6) du Fonds monétaire international (FMI). Les deux normes internationales sont harmonisées en ce qui a trait aux IDF (investissement direct étranger). En résumé, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)) définit l'investissement direct comme « un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie ("l'investisseur direct") afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise ("entreprise d'investissement direct") qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct [...]». L'existence d'un "intérêt durable" est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct.⁴ »

Les statistiques sur les IDF (investissement direct étranger) de Statistique Canada présentent les flux et les positions d'investissements internationaux conformément aux normes internationales susmentionnées, et couvrent toutes les entités canadiennes qui entretiennent une relation d'investissement direct étranger. Les mesures des IDF (investissement direct étranger) sont compilées en ce qui a trait aux transactions et aux positions pour toutes les sociétés affiliées à l'étranger. Ces entités peuvent correspondre à un investisseur direct canadien dans une entreprise étrangère d'investissement direct, ce qui donne lieu à des **investissements directs canadiens à l'étranger** (IDF (investissement direct étranger) sortants), ou à un investisseur direct étranger dans une entreprise canadienne d'investissement direct, ce qui donne lieu à des **investissements directs étrangers au Canada** (IDF (investissement direct étranger) entrants). Les statistiques sur les IDF (investissement direct étranger) comprennent les estimations agrégées dans la balance des paiements internationaux trimestrielle⁵ et le bilan des investissements internationaux trimestriel⁶, ainsi que les estimations annuelles détaillées dans les statistiques annuelles sur l'investissement direct étranger.⁷

Dans le présent document, l'activité à l'étranger des sociétés à participation majoritaire canadienne (SAPMC) repose sur les entreprises d'investissement direct (filiales exploitées à l'étranger) liées à l'**investissement direct canadien à l'étranger**. En outre, cette activité est reliée de façon plus précise à l'ensemble de données annuelles détaillées sur les IDF (investissement direct étranger), à la composition industrielle et aux ventilations géographiques par pays.

La norme pour la répartition géographique des données sur les flux et les stocks d'IDF (investissement direct étranger) est fondée sur le pays d'investissement immédiat associé aux transactions financières et aux créances interentreprises correspondantes. Les statistiques canadiennes des IDF (investissement direct étranger) sont essentiellement fondées sur le pays d'investissement immédiat, bien que l'on prévienne travailler sur les estimations d'investissement ultime qui fournit des renseignements sur la destination finale de l'investissement (le pays hôte ultime). Le concept d'investissement ultime prend une importance accrue dans les statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger.

2.2. Principes fondamentaux des statistiques sur les sociétés affiliées étrangères

Il est question des statistiques sur les sociétés affiliées étrangères dans le DR4 de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et le *Manuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur les indicateurs de la mondialisation économique*, ainsi que dans le MBP6 du FMI. Les statistiques sur les sociétés affiliées étrangères sont généralement considérées comme des « statistiques décrivant l'activité de l'ensemble des sociétés affiliées étrangères ». Une société affiliée étrangère désigne une entreprise résidente dans le pays déclarant sur laquelle une unité institutionnelle qui n'est pas résidente dans le pays déclarant exerce un contrôle ou une entreprise non résidente dans le pays déclarant sur laquelle une unité institutionnelle résidente dans le pays déclarant exerce un contrôle.⁸

Les statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger sont un sous-ensemble du cadre de l'investissement direct à l'étranger axé sur le seuil où la propriété canadienne majoritaire est établie. La propriété de plus de 50 % des actions avec droit de vote comme définie par les concepts d'IDF (investissement direct étranger) est utilisée à l'échelle internationale pour définir l'univers des sociétés affiliées étrangères. Il s'agit de situations où les firmes canadiennes exercent un contrôle sur leurs sociétés affiliées à l'étranger.⁹ Par conséquent, les variables liées aux statistiques sur les sociétés affiliées étrangères, comme la vente et l'emploi, sont entièrement attribuées à un seul pays et ne sont pas réparties selon la propriété des actions. Par exemple, si les actionnaires canadiens détiennent 51 % des actions de l'entité étrangère, 100 % des ventes et de l'emploi seront attribués au Canada, peu importe qui détient l'autre tranche de 49 %. Cette approche élimine la possibilité de double comptabilisation par des pays qui détiennent une minorité des actions d'une société affiliée à l'étranger.

On recommande à l'échelle internationale de fonder les estimations des sociétés affiliées étrangères sur l'investissement ultime. Conformément aux normes internationales, le Canada, ainsi que la plupart des autres pays, compilent leurs statistiques sur les IDF (investissement direct étranger) en fonction du pays hôte immédiat ou du pays investisseur immédiat. Cependant, lorsqu'elles investissent à l'étranger, les entreprises multinationales créent souvent des sociétés intermédiaires ou de « portefeuille » qui joueront un rôle de relai pour cet investissement dans un pays tiers. Par conséquent, les statistiques sur l'investissement direct à l'étranger compilées en fonction du pays hôte immédiat ne brossent pas toujours un portrait

complet de la nature de l'investissement transfrontalier, ce qui complique l'analyse des répercussions économiques de cet investissement. À l'heure actuelle, les statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger pour le Canada sont largement compilées en fonction du pays hôte immédiat. Ce domaine nécessite des recherches plus approfondies et l'élaboration de données.

La mesure de l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne), comme les entreprises de fabrication canadiennes qui créent une filiale étrangère par le biais d'investissement direct, constitue le fondement de l'univers des filiales étudiées. Les activités des filiales étrangères contribuent aux revenus de la société mère canadienne et, par conséquent, au revenu national du Canada. Par ailleurs, les activités de la filiale étrangère contribuent à l'emploi dans l'économie étrangère, de même qu'à son produit intérieur brut. La relation entre l'économie du pays d'origine de la société mère et l'économie du pays d'accueil de la filiale soulève des questions relatives au rendement (revenus), à la productivité, à l'intensité des exportations, au commerce à valeur ajoutée, à la spécialisation et aux mesures de production mondiale, à la création d'emplois, à la stabilité financière, etc.

3. Méthodologie

Statistique Canada recueille actuellement des données sur les sociétés affiliées à l'étranger dans le cadre de son enquête annuelle sur l'investissement direct à l'étranger. Les entreprises qui reçoivent l'enquête doivent déclarer des données relatives à chacune de leurs succursales et sociétés affiliées à participation majoritaire, notamment sur l'emploi, les ventes ou les revenus d'exploitation bruts, le total de l'actif et du passif, les ventes par destination et les actifs fixes exprimés sous la forme d'un pourcentage de la valeur totale des avoirs. Pour les ventes ou les revenus d'exploitation bruts et l'emploi, les données sont compilées et publiées dans des tableaux distincts selon le pays ou la région et l'industrie.

Pour l'année de référence 2013, l'échantillon de l'enquête comptait environ 1 300 entreprises. Avant l'année de référence 2011, l'enquête reposait sur un questionnaire envoyé et retourné par la poste. En 2011, Statistique Canada a adopté une version électronique du questionnaire, qui a été envoyée à certains répondants. La base de sondage de l'enquête est établie à l'aide d'une combinaison de données historiques; de renseignements tirés des formulaires de déclaration de revenus, qui contribuent à identifier les entreprises canadiennes menant des activités à l'étranger; ainsi que de la recherche interne, qui permet d'examiner toutes les fusions et les acquisitions importantes.

Après la fin de la période de collecte, les estimations des activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) sont examinées à l'échelle de la région et de l'industrie, et tout changement important est analysé. S'il y a lieu, des ajustements sont apportés aux données brutes. En outre, diverses modifications sont apportées en ce qui a trait aux variations importantes de valeurs d'une année à l'autre, aux codes de pays ou du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) invalides, etc., et les répondants sont approchés, si nécessaire, afin de vérifier et de corriger les données. Pour un petit nombre d'unités non déclarantes qui sont considérées comme importantes sur le plan de leur contribution globale aux estimations (en fonction des données déclarées précédemment ou de l'information accessible au public), les données sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) sont traitées au cas par cas et estimées surtout à partir de l'information contenue dans les rapports annuels, les états financiers ou les sites Web¹⁰.

Une fois que les microdonnées ont été examinées, un fichier d'entrée contenant des données brutes est envoyé à l'unité de méthodologie pour produire des estimations agrégées par région et par industrie. Le processus d'estimation permet d'examiner la relation entre l'investissement direct étranger, les ventes et l'emploi afin d'imputer les valeurs manquantes. Si les trois variables d'un enregistrement donné comportent des renseignements manquants, alors cette unité est considérée comme non déclarante. Dans ce cas, ni les ventes ni l'emploi ne sont imputés, et on procède plutôt à une repondération afin de tenir compte de cette unité dans les estimations. Une fois le processus d'imputation est terminé, les experts en méthodologie utilisent le Système généralisé d'estimations (SGE) pour obtenir des estimations par domaine d'intérêt. La pratique normale consiste à obtenir les estimations pour l'année courante et l'année précédente.

Un examen final est mené au niveau agrégé pour vérifier que toutes les tendances et les variations des données sont conformes à celles des données brutes, ainsi qu'aux tendances générales des investissements étrangers, aux données des pays partenaires, etc.

4. Expansion des statistiques sur les activités à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire

Le plan consiste à améliorer les données publiées relatives aux activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne), présentement deux pays et trois régions, afin de couvrir les quelque 20 principaux pays qui représentent environ 85 % du total des ventes et de l'emploi à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne).

En plus d'accroître le niveau de détail des données relatives aux pays, les estimations améliorées couvriront aussi, pour la première fois, les opérations des sociétés affiliées dans l'industrie de l'intermédiation financière par le biais de dépôts (SCIAN 5221) qui, pour des raisons opérationnelles, étaient traditionnellement exclues des estimations publiées sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)¹¹.

Un autre aspect des statistiques améliorées est la publication de variables supplémentaires à commencer par le total de l'actif dans le but d'ajouter dans le futur d'autres variables comme le total du passif, la destination des ventes, etc. Voici la classification idéale de variables liées aux activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) que cet organisme vise à atteindre :

1. *Caractéristiques de l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)* – nombre d'entreprises, taille des entreprises, industrie, pays des investisseurs immédiats et finaux;
2. *Activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)* – ventes (au Canada et à l'étranger, commerce des sociétés affiliées et non affiliées), emploi, etc.;
3. *Contrôle des capitaux ou exposition lié à l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)* – actifs non financiers, total de l'actif, passif, etc.; et
4. *Rendement lié à l'activité à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)* – revenus, profits, valeur ajoutée, productivité (rendement du capital), etc.

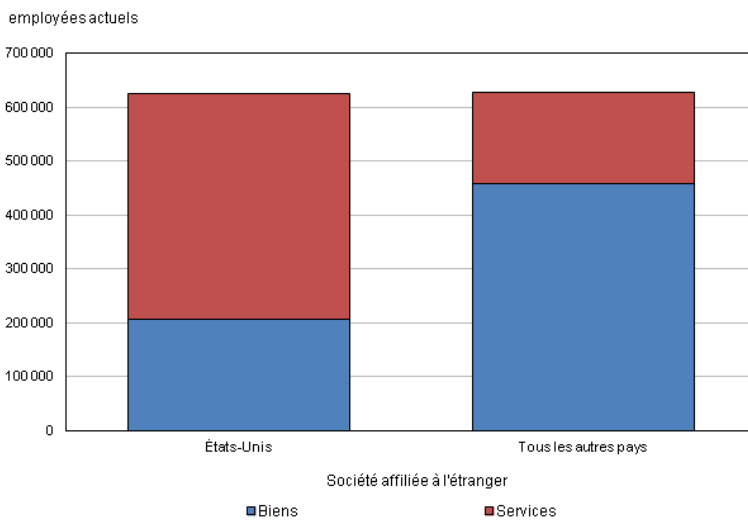
4.1. Expansion des statistiques sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) – résultats provisoires pour l'année de référence 2012

En 2012, les entreprises canadiennes contrôlaient environ 7 000 sociétés affiliées à l'étranger à participation majoritaire employant 1,25 million de personnes dans le monde et généraient des ventes mondiales de 519 milliards de dollars. Cette activité était relativement concentrée, les 100 principales sociétés affiliées représentant environ 60 % des ventes. Les ventes des sociétés affiliées à l'étranger pourraient être encore désagrégées en fonction des ventes effectuées dans le pays d'accueil de la société affiliée à l'étranger et des ventes à l'exportation. En 2012, environ 77 % des ventes étaient effectuées au sein de l'économie nationale de la société affiliée et 23 % étaient des exportations vers d'autres pays, suggérant que les sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises canadiennes sont établies principalement dans le but de desservir le marché national où la société affiliée est située.

4.2. Total des ventes et de l'emploi dans les principaux pays

Les États-Unis demeurent la principale destination de nos investissements étrangers. En 2012, la moitié de tous les employés qui travaillaient à l'étranger dans des sociétés affiliées à participation majoritaire canadiennes étaient situés aux États-Unis, et la majorité d'entre eux travaillaient dans le secteur des services. En revanche, dans le reste du monde, la majorité des employés des sociétés affiliées à participation majoritaire canadiennes travaillaient dans le secteur des biens (principalement l'exploitation minière et la fabrication) (graphique 3).

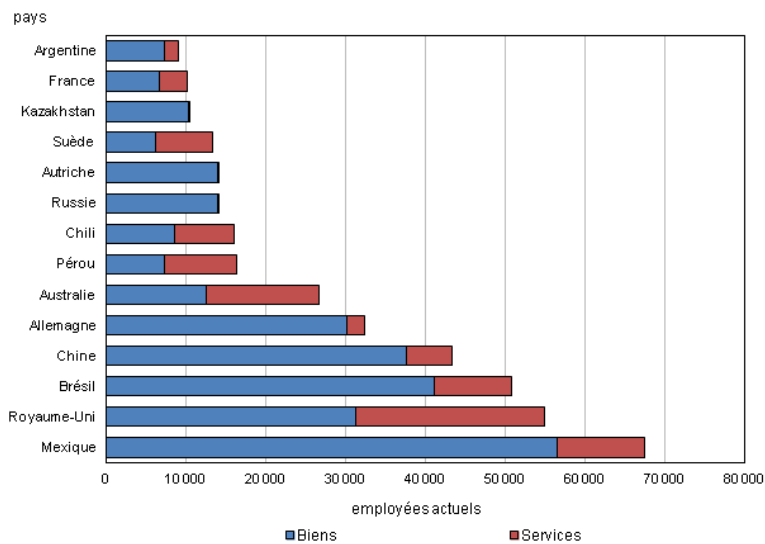
Graphique 3
Emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger, 2012



Source : Statistique Canada

Même si les entreprises canadiennes ont établi des sociétés affiliées à l'étranger dans plus de 100 pays, l'activité de ces sociétés dans la plupart des pays demeure relativement limitée. En 2012, seulement une douzaine de pays comptaient plus de 10 000 personnes travaillant pour des sociétés affiliées à l'étranger appartenant à des intérêts canadiens, les plus importants étant le Mexique, le Royaume-Uni, le Brésil, la Chine, l'Allemagne et l'Australie (graphique 4). À l'exception du Royaume-Uni et de l'Australie, où l'emploi était assez également divisé entre les secteurs des services et des biens, l'emploi dans tous les autres pays importants était largement concentré dans le secteur des biens, plus particulièrement la fabrication et l'exploitation minière.

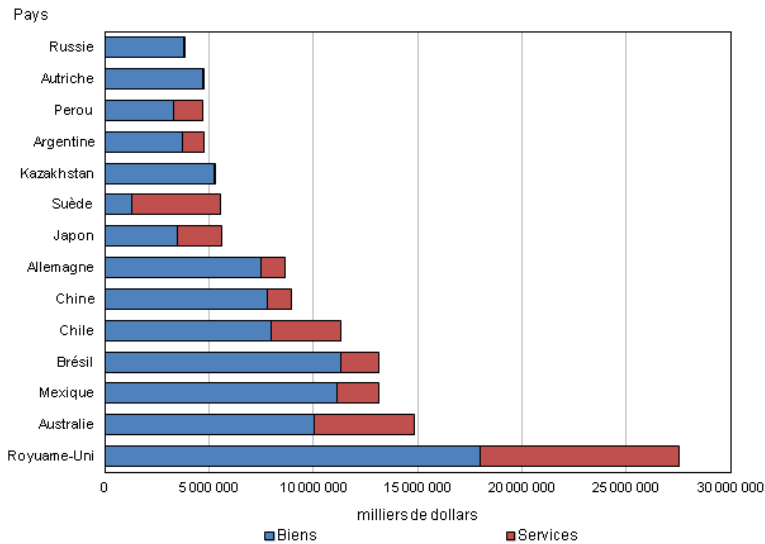
Graphique 4
Emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger par principaux pays, excluant E.-U., 2012



Source : Statistique Canada

Les données relatives aux ventes brossent un tableau semblable, l'activité aux États-Unis étant concentrée dans le secteur des services et l'activité dans le reste du monde étant axée sur le secteur des biens. À l'extérieur des États-Unis, les sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne enregistraient des ventes totales supérieures à 10 milliards de dollars par année dans seulement cinq pays, soit le Royaume-Uni, l'Australie, le Mexique, le Brésil et le Chili (graphique 5).

Graphique 5
Ventes par les sociétés affiliées à l'étranger selon les principaux pays, excluant E.-U., 2012



Source : Statistique Canada

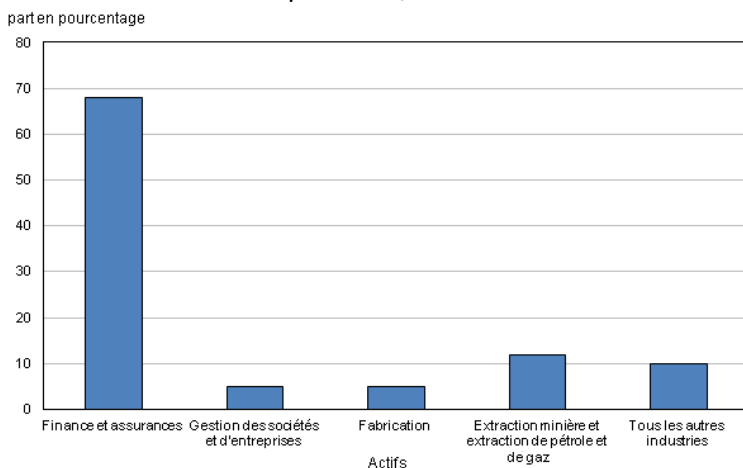
4.3. Ventes et emploi dans le secteur des banques

Les données provisoires pour les opérations bancaires canadiennes à l'étranger¹³ montrent que ce secteur employait environ 69 000 personnes en 2012 et générait des ventes de 17 milliards de dollars. Les États-Unis étaient la principale destination des investissements dans le secteur bancaire, avec un peu moins de 40 000 emplois et des ventes totalisant 9 milliards de dollars. Avec l'inclusion des données bancaires, l'effectif total à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne dans le secteur de la finance et de l'assurance a doublé pour s'établir à environ 145 000 emplois, tandis que le total des ventes dans ce secteur a augmenté pour se fixer à environ 85 milliards de dollars.

4.4. Total de l'actif par industrie

Le total de l'actif des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne à l'étranger se chiffrait à 2,8 billions de dollars en 2012. Ces actifs étaient largement concentrés dans le secteur de la finance et de l'assurance, qui représentait environ 68 % du total de l'actif, le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière occupant le second rang avec 12 % et les secteurs de la gestion et de la fabrication se partageant chacun 5 % (graphique 6).

Graphique 6
Actif total des sociétés affiliées par industrie, 2012



Source : Statistique Canada

Par ailleurs, les sociétés canadiennes étaient exposées, de par leurs sociétés affiliées à participation majoritaire à l'étranger, à un passif qui atteignait 1,95 billion de dollars à la fin de 2012.

Néanmoins, les sociétés mères canadiennes ont bénéficié de revenus de 41,9 milliards de dollars de leurs sociétés à participation majoritaire à l'étranger en 2012. Environ 32 % de cette somme a été versée sous forme de dividendes tandis que le reste n'a pas été distribué, représentant une créance sur ces revenus équivalent au montant de la participation dans la société.

5. Travaux actuels et futurs

5.1. Diffusion des statistiques améliorées sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)

La diffusion officielle des données améliorées sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) selon l'industrie et l'emplacement géographique est prévue pour décembre 2015. Des travaux de recherche sont en cours pour déterminer le niveau de précision qui sera offert en fonction d'un certain nombre de facteurs, le plus important étant la qualité des données et les dispositions relatives à la confidentialité.

La méthode appliquée aux données de 2012 pourrait théoriquement être appliquée aux données des années antérieures afin de générer une série chronologique pour certaines données. Le succès de ce processus dépendra des résultats d'une analyse approfondie de la qualité des données relatives aux années antérieures. Certains éléments doivent être pris en considération, notamment les opérations d'enquête, la cohérence de la méthodologie et d'autres facteurs afin de déterminer si les données des années antérieures peuvent être comparées de manière fiable aux données de 2012 et des années suivantes.

5.2. Enjeux et stratégies d'atténuation des risques liés à l'expansion des statistiques sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne)

L'expansion du programme sur les sociétés affiliées à l'étranger soulève au moins trois enjeux : (i) la nécessité d'adopter un cadre international commun pour assurer la pertinence et la comparabilité des statistiques; (ii) la question d'équilibre entre le fardeau de réponse vis-à-vis les répondants et le besoin de nouvelles données; et (iii) les questions de confidentialité.

Le traitement des sociétés affiliées à l'étranger contrôlées par une entreprise canadienne qui est à son tour contrôlée par une société mère à l'étranger est un exemple du premier enjeu. La pratique actuelle à Statistique Canada consiste à compiler des données pour toutes les sociétés affiliées à l'étranger contrôlées par une entreprise canadienne, y compris les entreprises qui pourraient en fin de compte être contrôlées par un autre pays. En 2012, les entreprises canadiennes qui étaient ultimement contrôlées par des sociétés mères étrangères représentaient environ 10 à 15 % du total des ventes et de l'emploi à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne).

En ce qui a trait à la question du fardeau de réponse, le Canada utilise actuellement un processus d'enquête pour recueillir les statistiques sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) et, dans ce contexte, le fardeau de réponse est un facteur important à prendre en considération quand vient le temps de décider s'il faut ou non recueillir des données supplémentaires. Afin de contribuer à réduire cet enjeu, une stratégie consisterait à utiliser les données du pays homologue pour produire des données supplémentaires, mais cette méthode

est limitée par le fait qu'il existe actuellement peu ou pas de statistiques sur les sociétés affiliées publiées, accessibles à l'extérieur des États-Unis et de l'Europe. Une autre option consiste à réduire le fardeau de réponse et à accroître le recours à la méthodologie statistique en recueillant seulement des données pour les sociétés affiliées à l'étranger au-delà de certains seuils de ventes ou d'emploi ou en réduisant la taille de l'échantillon pour couvrir seulement les unités d'IDF (investissement direct étranger) les plus importantes.

La question de la confidentialité doit également être prise en compte lorsqu'on discute de l'expansion du programme des statistiques sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne). Si les totaux par pays de la plupart des pays importants peuvent généralement être publiés, les données selon l'industrie par pays présentent un enjeu lié à la confidentialité. Cette préoccupation s'applique également aux nouvelles variables et l'inclusion de variables supplémentaires dépendra des résultats d'une étude plus approfondie à ce chapitre.

5.3. Travaux à venir : les statistiques sur les sociétés affiliées étrangères dans un cadre conceptuel plus vaste

Les statistiques sur les sociétés affiliées étrangères s'inscrivent dans un cadre de travail en cours d'élaboration. Au cours des prochaines années, on prévoit poursuivre l'expansion des variables liées aux statistiques sur les sociétés affiliées étrangères, tout en assurant leur qualité et en respectant les contraintes de confidentialité.

En outre, les statistiques sur les sociétés affiliées étrangères font partie, et jettent les bases, de l'élaboration d'un ensemble plus vaste de statistiques sur les **activités des entreprises multinationales** (AEMN). Les statistiques sur les AEMN (activités des entreprises multinationales) comprennent des variables semblables à celles des sociétés affiliées étrangères, mais reflètent les opérations globales des entreprises multinationales qui mènent des activités dans l'économie nationale, qu'elles soient ou non financées par l'investisseur direct¹⁴.

Sur le plan de la portée, les statistiques sur les AEMN (activités des entreprises multinationales) couvrent tant l'activité à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne que l'activité au Canada des sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère. Les données sur les AEMN (activités des entreprises multinationales) pourraient aussi comprendre une présentation des entreprises multinationales canadiennes consolidées sur le plan de leurs activités à l'étranger. L'élaboration de ces statistiques est actuellement prévue comme la prochaine étape des travaux relatifs aux statistiques des sociétés affiliées étrangères. Les AEMN (activités des entreprises multinationales) peuvent être combinées avec le commerce en

fonction des bases de données sur les caractéristiques des entreprises (en effet, les travaux en cours ont établi ce lien) et comparées aux totaux pour l'ensemble de l'économie selon l'industrie. La nécessité de comprendre l'internationalisation des activités et le rendement connexe des sociétés affiliées étrangères font des statistiques sur les sociétés affiliées étrangères, de même que des statistiques plus vastes sur les AFMN (activités des entreprises multinationales), des outils analytiques importants¹⁵.

À cet égard, Statistique Canada travaille à l'élaboration d'un cadre de mondialisation des entreprises à partir de microdonnées. Un tel cadre peut brosser un tableau plus complet de la participation du Canada à l'économie mondiale.

6. Conclusions

Il ne fait aucun doute que le Canada possède une économie ouverte, comme le montrent la part du commerce dans le produit intérieur brut, la tendance vers l'augmentation des investissements directs canadiens à l'étranger depuis le milieu des années 1990 ainsi que le recours aux investissements directs étrangers au Canada. L'activité liée aux investissements directs tend à influencer sur les fonctions de production, et la production mondiale est de plus en plus fragmentée entre les économies. Le présent document jette un nouvel éclairage sur certaines des répercussions liées à l'investissement direct canadien à l'étranger.

La principale conclusion qu'il est possible de tirer des estimations présentées dans ce document est que l'activité à l'étranger des sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne (SAPMC) est une composante importante des activités globales des entreprises canadiennes en ce qui a trait à l'emploi, aux ventes et à la propriété des actifs. Les travaux d'élaboration futurs augmenteront la capacité d'analyse des estimations sur les activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne).

Notes

- 1 Tableau 376-0060 – Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
Tableau 376-0061 – Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon les pays
- 2 Ces travaux sont étroitement liés aux estimations des activités au Canada des sociétés à participation majoritaire étrangère (SAPME), décrites dans un document distinct.
- 3 On ne saurait sous-estimer le point sur la comparabilité internationale. Dans la majorité des pays, les estimations des statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger (et toute recherche sur les microdonnées sous-jacentes) sont fondées sur les concepts et le cadre des investissements directs étrangers. De la même façon que les statistiques sur le commerce et les IDF (investissement direct étranger) du Canada sont comparables à l'échelle internationale, cela est également souhaitable pour les estimations des activités des sociétés affiliées.
- 4 Définition de référence de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) des investissements directs internationaux, quatrième édition, p. 17
- 5 Tableaux 376-0102, 376-0104, 376-0121, 376-0122, 376-0122, 376-0013
- 6 Tableaux 376-0141, 376-0142
- 7 Tableaux 376-0051, 376-0052
- 8 « *Recommendations Manual on the Production of Foreign Affiliates Statistics* », p. 13
- 9 Le concept d'IDF (investissement direct étranger) de l'influence comprend la propriété de 10 à 50 % des actions avec droit de vote, mais cela ne fait pas partie du cadre des statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger.
- 10 Une raison expliquant les réponses partielles ou la non-réponse est le fait que le degré de précision demandé dans l'enquête n'est pas toujours disponible dans des rapports financiers internes standard de l'entreprise. Par conséquent, pour remplir le questionnaire d'enquête, un répondant pourrait devoir communiquer directement avec ses sociétés affiliées à l'étranger, ce qui peut entraîner un fardeau de réponse considérable pour les entreprises menant des activités importantes à l'étranger.
- 11 Cette méthode était conforme à celle du *Bureau of Economic Analysis* des États-Unis qui, avant 2009, excluait les données des sociétés affiliées du secteur bancaire de ses séries sur les statistiques des sociétés affiliées étrangères.
- 12 Les résultats suivants sont provisoires et sujets à révision.
- 13 Le secteur de la finance et de l'assurance est un autre secteur où les données relatives aux activités à l'étranger des SAPMC (sociétés affiliées à participation majoritaire canadienne) sont élargies. Pour des raisons opérationnelles, les données bancaires (plus particulièrement le SCIAN 5221 – Intermédiation financière par le biais de dépôts) étaient traditionnellement exclues des statistiques sur les sociétés affiliées à l'étranger, mais à l'avenir on prévoit les intégrer au total pour le secteur de la finance et de l'assurance.

14 *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur les indicateurs de la mondialisation économique, p. 76*

15 *Manuel des statistiques du commerce international des services, p. 91*
